Document généré le 4 juil. 2025 17:19

Téoros
Revue de recherche en tourisme

D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice du milieu rural

Diane Parent

Volume 20, numéro 2, été 2001

Tourisme rural

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1071639ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1071639ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)
1923-2705 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Parent, D. (2001). D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice du milieu rural. *Téoros*, *20*(2), 22–25. https://doi.org/10.7202/1071639ar

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal, 2001

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice du milieu rural

Diane Parent

La rupture entre l'agriculture et le milieu rural : comment en sommes-nous arrivés là ?

Pendant des siècles le monde rural et l'agriculture se sont confondus. Encore aujourd'hui nos représentations sont faussées par l'empreinte de l'agriculture dans le paysage habité, mais la réalité rurale ne peut plus se définir par la fonction agricole. De fait, bien que l'activité agricole ait toujours un effet structurant sur le territoire rural, on constate que la population agricole n'atteint même pas 15 % de la population rurale (Jean, 1997). À côté de ce déclin démographique, des évolutions paradoxales et des ruptures se sont manifestées. Dans certaines régions éloignées des grands centres, on constate un développement agricole qui va de pair avec un sous-développement des régions (Vachon et Coallier, 1993) : une agriculture performante s'est installée dans des milieux où la trame socioéconomique s'amenuise. Même à l'intérieur du secteur agricole, le diagnostic est troublant : on assiste à une diminution et à une concentration des exploitations agricoles qui font que, bien que la productivité des ressources soit cinq fois supérieure à celle qui prévalait il y a cinquante ans, elle repose majoritairement sur des exploitations de plus en plus fragiles.

Parallèlement au déclin démographique, il y a actuellement, à divers degrés, une rupture entre les ressources naturelles et l'agriculture puisque celle-ci a de plus en plus de difficulté à gérer ses rapports avec l'environnement. Le modèle de développement qui a été mis en place depuis les années cinquante pour répondre à la demande croissante de produits agricoles est aujourd'hui victime de son succès : il n'est pas durable au sens de la définition qui découle du rapport Bruntland sur le développement durable et de la déclaration produite à la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio en 1992[1]. Il répond aux besoins du présent en compromettant la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins. Il faut cependant se rappeler que l'agriculture dite « traditionnelle », productiviste ou non durable, s'est édifiée dans un contexte économique et démographique plus que favorable et que, sans un large consensus social, elle n'aurait pu voir le jour. Ce développement a fait en sorte que la part des dépenses alimentaires canadiennes qui représentait 27 % des dépenses personnelles en 1950 est tombée à moins de 15 % (OCDE, 1998), signe que les consommateurs y ont aussi trouvé leur profit.

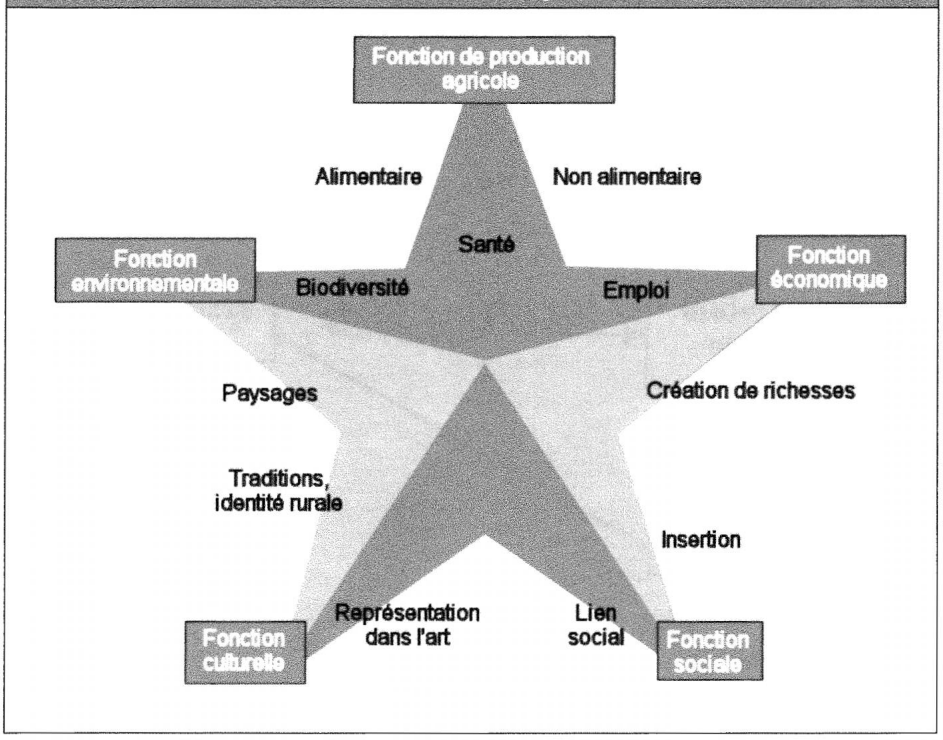
Par ailleurs, Hervieu (1993) fait état d'une troisième rupture qui s'est installée entre l'agriculture et son milieu : elle se situe précisément entre l'agriculture et l'alimentation, par l'édification d'un vaste complexe agroalimentaire en amont et en aval de l'exploitation agricole. De fait, le lien entre la production de denrées et leur distribution a été, au cours des dernières décennies, beaucoup plus tourné vers la conquête des marchés extérieurs que vers le développement des marchés locaux.

D'une agriculture nourricière à une agriculture multifonctionnelle

Modernisation, intensification et spécialisation accrues sont donc, depuis la Seconde Guerre mondiale, les maîtres mots d'un développement agricole aujourd'hui fortement critiqué par bon nombre d'acteurs : consommateurs, élus des municipalités rurales, néo-ruraux et certains agriculteurs préoccupés de qualité de vie et de développement durable. En réaction au modèle productiviste, la fin des années 1990 a vu émerger une demande sociale pour les fonctions de l'agriculture autres que la production ; elle s'exprime à l'intérieur de la notion de « multifonctionnalité » (figure 1). L'agriculture n'est pas que production de denrées et elle ne peut être désolidarisée de la vie rurale dans son ensemble. Lang (2001) décortique la « multifonctionnalité » en la symbolisant par une étoile dont chaque branche représente une des fonctions remplies par l'agriculture.

Ainsi représentée, l'agriculture devient une activité qui remplit une fonction de production, mais aussi des fonctions sociale, économique, environnementale et culturelle. L'entretien des paysages et du patrimoine bâti, le renouvellement des ressources, la création et le maintien de l'emploi local deviennent, entre autres, les

FIGURE 1
La multifonctionnalité de l'agriculture



Source : Lanh (2001 :28).

enjeux de la reconnaissance d'un nouveau modèle de développement agricole. De manière concrète, diverses demandes adressées aux agriculteurs par la société s'orientent nettement vers des notions de terroir, de qualité, de sécurité sanitaire, de respect de l'environnement et de respect du consommateur. De fait, ce n'est qu'à la condition que l'agriculture se réapproprie un tant soit peu son espace, ses paysages, son patrimoine bâti et les signes et savoirs distinctifs de son terroir que le tourisme en milieu rural pourra prendre forme. On ne peut séparer la nature et la culture ; conséquemment, c'est par la mise en valeur de l'identité locale qui transpirera dans les produits agricoles que la vitalité touristique pourra émerger et non pas l'inverse. Le tourisme rural conçu seulement comme pur objet économique vidé de tout ancrage culturel est non seulement peu structurant, mais démobilisateur, voire déresponsabilisant pour les populations locales. Il suffit à cet égard de penser aux expériences des casinos ou au maintien des sites de tournage à saveur historique qui sont trop souvent perçus comme une panacée. À l'opposé, des projets strictement agricoles – tels le veau ou l'agneau de Charlevoix, les fromages de l'abbaye de Saint-Benoît du Lac ou le canard de Brome – ne sont pas que des labels publicitaires ; ils portent le sceau d'un milieu de vie, ils sont le fruit d'une histoire, d'un savoir et des caractéristiques d'une localité. Faire leur promotion c'est exposer une culture particulière, donc une identité locale, mais tout ne peut être labellisé sans un seuil minimal d'exigences qui comporte des impératifs de qualité, de respect de l'environnement et d'originalité.

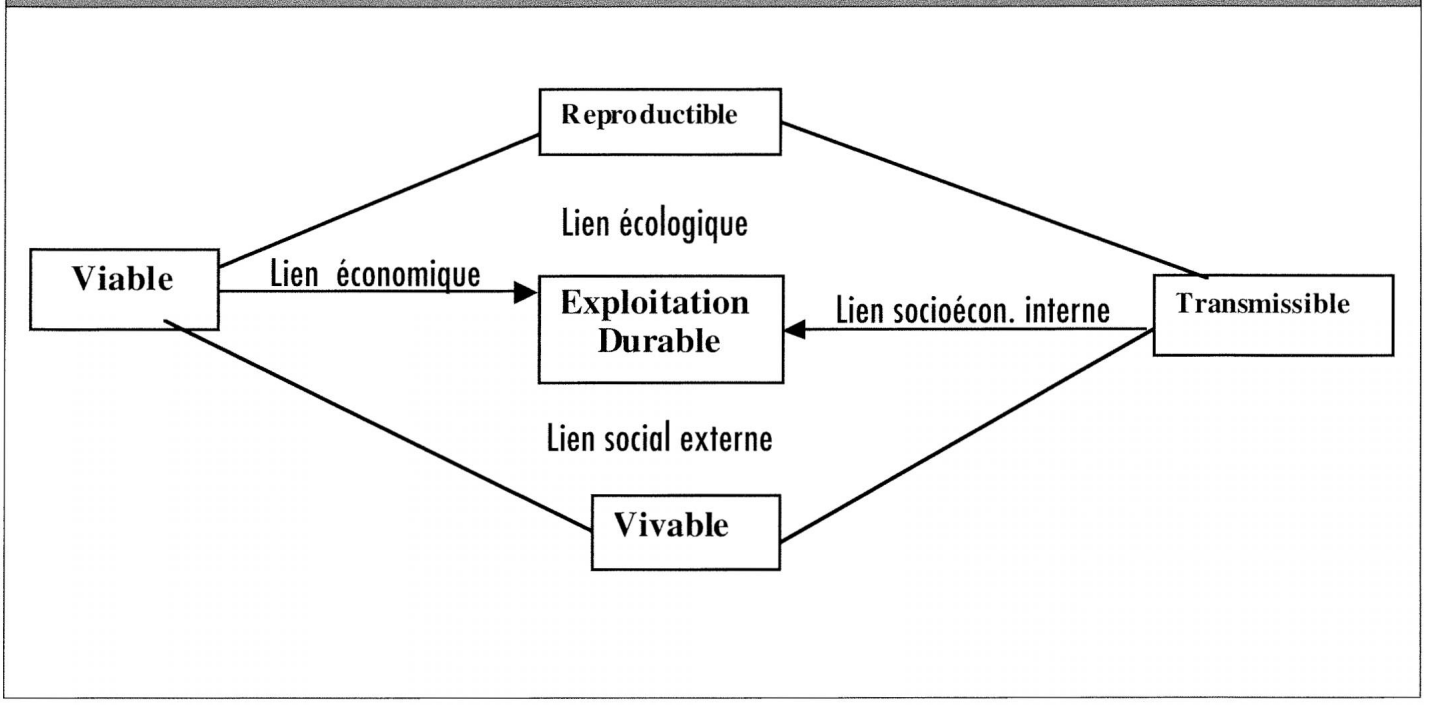
À côté de la reconnaissance du caractère multifonctionnel de l'agriculture doit cependant s'opérer une réflexion sur la durabilité tant des exploitations que des milieux dans lesquels elles s'insèrent. En pratique, si le milieu agricole s'est interrogé ces dernières années sur la mise en application de la durabilité au plan des exploitations ; en ce qui concerne l'environnement plus particulièrement, il en est encore aux ressources physiques. Cela dit, une agriculture multifonctionnelle ne peut faire l'économie de la réflexion autour des modèles de développement à privilégier, soit l'ensemble plus ou moins cohérent de moyens techniques et économiques. La réflexion sur la durabilité des exploitations, des modèles et des milieux semble incontournable et nous tenterons d'amener des éléments de réflexion.

Vers la durabilité des exploitations et des milieux ruraux

Un développement durable c'est d'abord un développement qui s'inscrit dans une perspective de long terme et qui peut se mesurer en termes de niveau de revenu, d'équité, d'emploi, d'occupation du territoire, ainsi que de préservation de l'environnement et de la biodiversité. Selon Landais (1997), la durabilité résulte du type de rapports que les exploitations entretiennent avec leur milieu ; il propose de les classer en quatre catégories.

D'abord, le lien **économique** qui renvoie au marché, à l'insertion de l'activité productive des exploitations dans des filières en amont et aval, grâce aux produits qu'elles mettent sur le marché. Ce lien devrait se traduire concrètement par la connivence en région entre les producteurs, les transformateurs et les restaurateurs. L'expérience du réseau des Tables régionales de concertation agroalimentaire du Québec est sans aucun doute l'initiative qui reflète le mieux l'idée d'un lien économique durable. C'est aussi le lien **social** externe qui renvoie à l'insertion des agriculteurs et de leur famille dans les réseaux de relations sociales avec leur milieu ainsi qu'à leur intégration à la vie politique locale. En troisième lieu, se trouve le lien **socioéconomique** interne qui renvoie à la gestion des ressources de la ferme, aux modalités et aux possibilités de transmission de l'exploitation. S'il s'agit d'une ferme familiale, le lien sera intergénérationnel (la transmission d'une génération à l'autre). La dernière catégorie concerne le lien **écologique** qui renvoie au rapport entre l'activité agricole et les ressources et les milieux naturels, dont l'enjeu principal est le renouvellement des ressources à long terme (eau et sol principalement). À partir de ces principes, qu'est-ce qu'une exploitation agricole durable ? C'est

FIGURE 2
Les piliers de la durabilité des exploitations agricoles



Source : Inspiré de Landais (1997),

une exploitation viable, vivable, transmissible et reproductible. Que peut-on mettre derrière ces quatre composantes (figure 2) ?

La Viabilité

Il s'agit du niveau de revenu, y compris les revenus extérieurs. De fait, la durabilité dépend de la sécurisation à long terme de chacune des sources de revenus. Pour les revenus de production, il y a deux aspects principaux à considérer, soit la sécurisation du système de production qui dépend des performances technico-économiques et les qualités globales de l'exploitant et de son exploitation en termes de souplesse, tel que mentionné initialement. Un autre aspect important de la viabilité est la sécurisation des débouchés et des prix qui sont négociés avec les participants de la filière. C'est ici qu'une concertation des acteurs régionaux de la filière agroalimentaire locale est indispensable ; le maillon le plus stratégique est l'accès au consommateur en perçant, voire en contournant, le quasi-monopole d'achat des chaînes d'alimentation. Comment mettre en marché un produit du terroir sans un réseau de distribution qui ne fonctionne pas seulement à la logique d'achat au moindre coût ? Le réseau des Tables de concertation régionales en a fait son cheval de bataille avec certains succès (par exemple, les expériences de marchés publics comme celui érigé à Bécancour qui fait la mise en marché et la promotion des produits régionaux de la région Mauricie–Centre du Québec).

La Vivabilité

C'est un concept qui veut traduire la qualité de vie des exploitants et celle de leur famille ; il dépend à la fois de facteurs endogènes propres au système famille-exploitation (la charge, les conditions et la nature du travail, notamment, qui varient selon les individus) et de facteurs relatifs aux relations entretenues avec le milieu local (l'insertion dans des réseaux socio-professionnels, lesquels sont fonction de la densité du tissu local et de la qualité des relations entre les agriculteurs et les autres acteurs locaux). La vitalité des produits du terroir au cœur d'une activité touristique locale ne peut se réaliser sans la participation active de ceux qui les produisent ; ce sont eux qui peuvent aider le visiteur non seulement à goûter, mais à décoder la spécificité, bref en faire un témoin de la culture de son milieu.

La Transmissibilité

La transmissibilité est liée à la qualité des relations sociales et économiques que nous venons d'évoquer, au potentiel de transmission des exploitations et à la place de l'agriculture dans la dynamique locale de développement. Ce n'est pas qu'une affaire de succession familiale. Il faudrait même trouver des formules innovantes pour ceux qui souhaitent s'établir même s'ils n'ont pas nécessairement un patrimoine familial derrière eux (les *néo-ruraux* notamment), tout comme il faut que le métier aussi « soit attirant ». De fait, l'image de l'activité agricole, la représentation du métier et du mode de vie, de même que les valeurs qui sont associées à l'agriculture sont des facteurs déterminants de la motivation des jeunes à reprendre les exploitations… mais encore faut-il avoir les moyens d'y entrer. De fait, la transmissibilité questionne la cohérence entre la valeur de l'entreprise et sa capacité à générer un revenu : jusqu'où irons-nous en production laitière ? Sans compter

que les problèmes pratiques liés à la succession des fermes questionnent actuellement non seulement les structures de ferme, les organisations agricoles, mais aussi les politiques. En effet, tel que souligné par Debailleul (1991), il faudrait faire un examen profond des politiques agricoles en termes d'équité et de durabilité. En effet, si l'on en croit l'auteur et, comme le soulignait Wampach (1992), les politiques ont eu plus d'influence sur l'accumulation du capital que sur le revenu des agriculteurs « *La politique agricole contribuerait donc à rendre les agriculteurs plus riches lorsqu'ils cèdent leur exploitation tout en les obligeant à vivre modestement tant qu'ils sont en activité* » (Debailleul, 1991 : 6).

La Reproductibilité

Celle-ci renvoie à la qualité écologique des pratiques agricoles, appréciée à travers leurs effets sur les ressources naturelles (eau, sol, air), et au potentiel de reproduction des fermes. Le lien écologique s'incarne dans le lien au territoire qui devient un axe central de développement local, comme en témoigne la reconnaissance des multiples fonctions de l'exploitation et de son effet en termes de structure sur la vitalité et donc la reproduction des milieux locaux (Boutin, 1999). D'autant que la qualité du lien écologique prend une dimension symbolique par la qualité de la relation homme–nature dans les représentations que les consommateurs se font de la qualité des produits : des phénomènes comme Équiterre, l'Agriculture en lien avec la communauté ou la mouvance créée par certains personnages médiatiques comme Daniel Pinard ou José Bové sont des manifestations d'un contre-discours sur la révision des modèles agricoles qu'on ne peut plus qualifier de marginales. La reproductibilité questionne finalement les stratégies de développement des fermes où le credo « croître ou mourir » doit être remis en question.

Cette durabilité ne peut en rester aux exploitations ; elle s'étend à l'échelle des localités car il n'y a pas d'exploitations vivantes dans des localités mortes et vice versa. Cet aspect interpelle non seulement la dimension socioéconomique de l'activité agricole, mais le niveau d'engagement de la profession agricole dans la vie publique, politique et sociale des localités. Elle questionne aussi les modèles de développement : qu'on le veuille ou non, l'agriculture est devenue un système technologique complexe dont découlent des risques à sa mesure (vache folle, dioxine, *E. coli,* résidus de médicaments, tremblante, fièvre aphteuse, etc.) et, en bout de ligne, des réactions de doute, voire d'inquiétude, de la société envers le système agroalimentaire. L'hypersensibilité de notre société en matière de sécurité alimentaire et de santé manifeste la non-durabilité, ou du moins de la très grande fragilité de certains systèmes de production, et devrait nous inquiéter.

Cette discussion nous ramène sur le terrain inévitable des choix de société, donc des choix politiques : à quand une politique qui tiendra compte de la multifonctionnalité de l'agriculture, y compris de sa contribution à l'activité touristique ? Il s'agit d'une histoire à suivre... ou plutôt à construire.

Diane Parent *est professeure au Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation de l'Université Laval.*

Note

1 Publié en 1987, ce rapport a été préparé par la Commission de l'Environnement et du Développement des Nations Unies, présidée par Mme G.H. Bruntland, qui était alors Premier ministre de la Norvège. Il a eu pour objet d'attirer l'attention des responsables politiques des divers pays du monde (à la fois industrialisés et en voie de développement) sur la liaison nécessaire existant entre la protection de la biosphère et le développement durable de l'humanité. Le développement durable est une forme de développement qui respecte l'environnement et en fait un usage prudent, fondé sur une exploitation rationnelle et modérée de la nature et de ses ressources. En procédant de cette façon, les êtres humains peuvent assurer le maintien indéfini du renouvellement des ressources naturelles de la biosphère.

Intitulé en réalité *Our common future* (Notre avenir commun), ce rapport s'inspire largement de la stratégie mondiale de la conservation réalisée pour diverses agences de l'Organisation des nations unies (FAO, OMS, UNESCO) par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN). Le rapport reprend les données essentielles de cette stratégie publiée en 1980 au plan écologique et il y ajoute le volet économique. Une des lacunes majeures de ce rapport, d'après certains critiques, tient en ce qu'il évoque à peine la très forte augmentation de la population mondiale depuis le début du siècle. Selon eux, cette augmentation a des effets désastreux sur les possibilités de développement des pays du Tiers-Monde et sur l'environnement.

Bibliographie

Boutin, Denis (1999), *Agriculture et ruralité québécoises : analyse des impacts socio-spatiaux de quelques caractéristiques structurelles des exploitations*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 121 p.

Debailleul, Guy (1991), « Régulation agricole et déstructuration du milieu rural : le rôle des politiques agricoles », Sous la direction de Bernard Vachon, *Le Québec rural dans tous ses états*, p. 127-147, Montréal, Éditions Boréal, 311 p.

Hervieu, Bertrand (1993), *Les champs du futur*, Paris, François Bourin.

Jean, Bruno (1997), *Territoires d'avenir*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 318 p.

Landais, Etienne (1997), « Esquisse d'une agriculture durable », *Travaux et Innovations*, n° 43, décembre, p. 4-10.

Lang, Christine (2001), « Ouvrir l'exploitation sur les services », *Travaux et Innovations*, n° 75, février, p. 27-28.

Organisation de coopération et de développement économiques OCDE (1998), *Comptes nationaux*, vol. II, 1984-1996.

Vachon, Bernard, et Francine Coallier (1993), *Le développement local : théorie et pratique. Réintroduire l'humain dans la logique de développement,* Boucherville, Éditions Gaëtan Morin, 331 p.

Wampach, Jean-Pierre (1992), *Agriculture et développement économique au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 211 p.

World Commission on Environment and Development (1987), *Our common future,* Oxford : Oxford University Press, 383 p.